



Commission européenne



NEWSLETTER POUR LE REDR Mai 2009



Améliorer la couverture large bande des régions rurales

Le 3 mars 2009, la Commission européenne a adopté une Communication concernant l'amélioration de l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Une partie significative de la population rurale européenne (environ 30%, en décembre 2007)⁽¹⁾ étant insuffisamment desservie – ne disposant pas d'accès à l'internet- cet article À LA UNE aborde l'importance de l'accès à l'internet à haut débit et aux TIC pour l'économie rurale.

Une moyenne de 93% des européens peuvent jouir de l'accès à une connexion à l'internet à haut débit alors que, dans les régions rurales, ce pourcentage tombe à 70%. En effet, dans certains pays (tels que la Grèce, la Pologne, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie) les réseaux d'internet large bande ne couvrent que 50%, voire moins, de la population rurale. En 2008, presque la moitié de la population (41,7%) de régions rurales peu peuplées de l'UE-27 n'avait jamais utilisé l'internet, contre 27,4% des régions densément peuplées⁽²⁾.

Au vu de cette situation, la Commission a déclaré qu'offrir à la population rurale de l'UE l'accès internet large bande constitue une priorité pour

réaliser le « large bande pour tous » jusqu'à 2010 – une composante vitale du Plan européen pour la relance économique.

La Communication présente les bénéfices que l'accès meilleur des régions rurales aux TIC modernes telles que l'internet peut apporter aux entreprises et aux privés, tels que les fermes et les producteurs d'aliments. Les TIC peuvent, notamment, jouer un rôle important dans la promotion de l'esprit d'entreprise et le progrès économique des régions rurales, permettant ainsi d'accroître la compétitivité de l'agriculture et de la sylviculture, la qualité de la vie et la diversification de l'économie rurale. De plus, l'utilisation de l'internet aidera les exploitants agricoles dans leur vie de tous les jours, par exemple, à programmer, commercialiser et vendre la production, consulter les prévisions météo, échanger de bonnes pratiques, conclure des accords de coopération avec d'autres acteurs du marché, etc.

En Suède, par exemple, où 80% des fermes ont accès à l'internet, un tiers utilise internet tous les jours, y compris pour soumettre des demandes d'aide communautaire. En revanche, cependant, seul un quart des exploitants agricoles d'autres régions, telles que la Toscane (Italie) et la Hongrie, utilisent l'internet. Les exploitants agricoles ne sont pas les seuls dans cette situation : dans l'ensemble de l'Europe, seul 22,5% des habitants des régions rurales utilisent les services publics en ligne tels que la déclaration d'impôt par internet, contre 32,9% des habitants des zones urbaines⁽³⁾.

Équiper les régions rurales de connexions internet modernes, l'adoption et la diffusion des TIC dans le secteur agro-alimentaire dans son

(1) La seule définition reconnue des régions rurales a été élaborée par l'OCDE et s'appuie sur le taux de la population vivant dans les communes rurales (c'est-à-dire, comptant moins de 150 habitants par km2) dans une région NUTS III déterminée. Voir Évaluation étendue d'impact – SEC (2004) 931.

(2) Commission européenne, MEMO/09/92.

(3) Commission européenne, IP/09/343.

SOMMAIRE

À LA UNE: Améliorer la couverture large bande des régions rurales 1

240 actes agricoles supprimés de la législation communautaire2

Les nouveaux projets de recherche en agriculture sont lancés2

Deuxième réunion des RRR3

NOUVELLES 4

Le premier séminaire RE DR4

Bâtir sur l'habitude de la qualité4

Tournée des États membres : la Belgique5

ÉVÉNEMENTS 6

POUR EN SAVOIR PLUS 6



ensemble et développer le tourisme rural avec le soutien des TIC sont, par conséquent, des priorités des orientations stratégiques pour le développement rural pour la période 2007-2013.

Selon la Communication récente, le développement d'une infrastructure large bande adaptée et fiable dans les régions rurales figure parmi les principales priorités. Selon le paquet pour la reprise proposé par la Commission, les investissements dans l'infrastructure nouvelle et existante dans les régions rurales ainsi que dans l'infrastructure passive (y compris l'équipement permettant d'accéder à l'internet et l'équipement au sol) ont été favorisés et une somme supplémentaire de 1,02 milliards d'euros sera injectée en 2009 et 2010 dans les programmes de développement rural pour ce type d'investissements et pour les nouveaux défis tels qu'identifiés au titre du Bilan de santé de la PAC (biodiversité, gestion de l'eau, restructuration du secteur laitier, énergies renouvelables et agroenvironnement). Sur cette base, les modifications aux programmes de développement rural devraient être soumises à la Commission jusqu'au 15 juillet 2009.

Une autre priorité que les États membres devraient adopter est celle du développement de services en ligne et de contenu approprié (applications). Ce sont des éléments indispensables pour encourager la demande et l'adoption des services publics en ligne et de la large bande dans les régions rurales. Des mesures de stimulation de la demande permettront d'améliorer les économies rurales des États membres et aideront à réaliser des gains de rendement. À cet égard, les entreprises du secteur agricole et alimentaire, les PME non-agricoles, les personnes âgées et les personnes

défavorisées, ainsi que les femmes et les jeunes, devront être les principaux groupes cibles des interventions. Les TIC seront un outil permettant de rapprocher les territoires et les personnes et de réaliser les objectifs globaux de croissance et de durabilité.

En complément à la Communication, la Commission a organisé une conférence UE sur la large bande, à Turin (Italie) les 2 et 3 avril 2009. L'évènement a été l'occasion pour la Commission, les autorités nationales et les collectivités régionales ainsi que les autres parties intéressées de débattre de l'investissement accru de l'UE dans le haut débit dans le cadre du plan européen de relance et des mesures susceptibles de permettre d'atteindre un taux de couverture de 100% pour la large bande dans les zones rurales.

Pour en savoir plus sur le meilleur accès aux TIC pour les régions rurales, cliquez [ici](#).

240 actes agricoles supprimés de la législation communautaire

Le 5 février 2009, la Commission européenne a adopté une Communication supprimant de la législation en vigueur 240 actes juridiques agricoles obsolètes qui avaient été adoptés avant 2007. Cette action fait partie de l'effort de la Commission de réduire la charge administrative et la bureaucratie dans le cadre de la [Communication: Simplifier et mieux légiférer dans le cadre de la politique agricole commune](#) (PAC). La réduction de la bureaucratie dans le secteur agricole grâce à des règles plus

transparentes, plus intelligibles et moins contraignantes permettra de diminuer les coûts des entreprises et de garantir aux citoyens européens une bonne utilisation de l'argent public.

Au début de la législation communautaire, depuis les années 1950, le nombre d'actes juridiques était en constante croissance tandis que bon nombre d'entre ceux-ci étaient adoptés sans date d'expiration. Ces actes juridiques demeurent, par conséquent, en vigueur même si leur force juridique contraignante n'existe plus, bien souvent, depuis longtemps.

Ces 240 actes juridiques qui seront supprimés ont principalement trait à des mesures provisoires, des mesures exceptionnelles de soutien du marché, l'octroi de subventions et des mesures transitoires liées à l'adhésion de nouveaux États membres. Les actes concernent les secteurs suivants de la PAC : céréales, fruits et légumes, bananes, vin, lait, bœuf et veau, riz, huiles et graisses, sucre et tabac. La Commission poursuivra cet exercice de nettoyage de la législation communautaire.

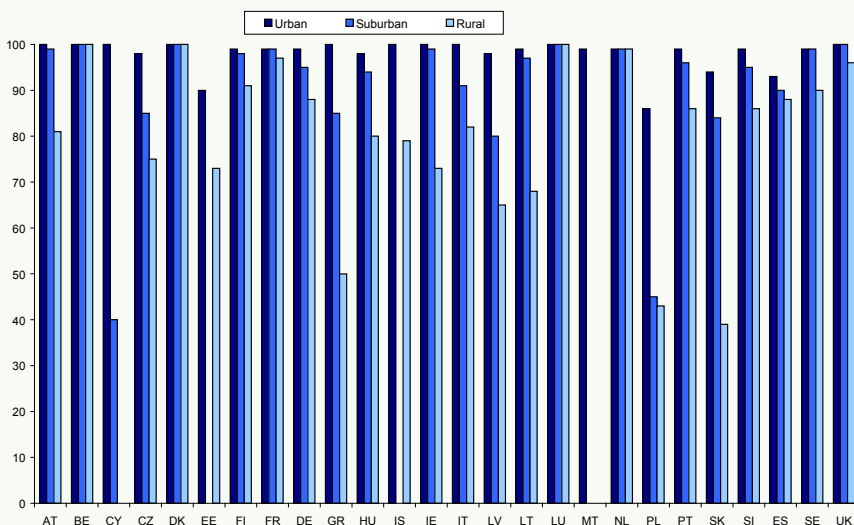
Vous trouverez la liste des actes supprimés [ici](#).

Les nouveaux projets de recherche en agriculture sont lancés

En participant à l'Année européenne 2009 de la créativité et de l'innovation, chacun des numéros de Rur@I News présentera des projets financés par la Communauté qui abordent des questions de développement agricole et rural. Ainsi, cet article présente le projet de recherche DERREG dont la réunion de coup d'envoi a eu lieu en janvier 2009, à Bruxelles. L'acronyme se réfère à « Developing Europe's rural regions in the era of globalization » (Développer les régions rurales de l'Europe à l'ère de la mondialisation). Le projet durera trois ans, implique neuf partenaires de huit États membres et 10 études de cas. Il est mis en œuvre au titre du Septième programme-cadre de recherche (7e PC) (le thème sur la « Coopération »).

Pour une personne vivant dans un coin éloigné de la Slovénie, de la Suède, voire, du Pays de Galles occidental, la mondialisation peut sembler être un concept bien abstrait, impliquant les grandes villes. En effet, la recherche universitaire dans le domaine semble entretenir cette mentalité, étant donné que la majorité des recherches menées dans le courant des dernières années sont axées sur des préoccupations urbaines. Par conséquent, l'objectif de

Taux de couverture de la population par l'internet à haut débit, en décembre 2007 (%)



Note : Il n'existe pas de données concernant les régions rurales de Malte et de Chypre.

Source : Rapport statistique 2008 sur le développement rural, Commission européenne.

DERREG est d'étudier la façon dont des régions particulièrement défavorisées répondent aux principaux défis que pose la mondialisation. L'étude portera principalement sur les entreprises agricoles, le développement durable et le développement des compétences.

La nature des régions étudiées variera pour inclure des régions très éloignées, telle que l'Irlande occidentale, jusqu'aux régions rurales qui se trouvent à proximité des centres industriels, telle que la Sarre, en Allemagne. Le projet étudiera une gamme d'impacts : économique – abordant surtout la question de savoir comment les entreprises des régions rurales s'engagent dans les processus globaux ; la mobilité et la migration – traitant de questions telles que les travailleurs migrants et les propriétaires de seconde maison ; le développement durable – par exemple, comment les régions rurales peuvent utiliser leur environnement naturel comme un capital, par le biais de l'écotourisme ou du potentiel en énergie renouvelable ; et le développement des compétences – en abordant des questions telles que l'éducation et la formation.

À l'issue de ce projet, il s'agira de créer un centre de ressources en ligne, accessible au public et réunissant toutes informations collectées et les conclusions tirées. Ce sera un outil pour ceux qui sont impliqués dans le développement rural et régional. Des stratégies concernant la façon d'aborder la mondialisation pourront être élaborées, permettant aux gens d'aborder les questions dans le contexte de leur propre région et soulignant les meilleures pratiques.

Pour en savoir plus, rendez-vous au site Web : http://ec.europa.eu/research/social-sciences/projects/367_en.html

Deuxième réunion des RRN

La réunion a eu lieu le 13 février, à Prague, et était organisée par le Point de contact RE DR et accueillie par le Réseau rural national (RRN) Tchéque. Lors de la réunion de novembre 2008, les délégués du réseau avaient indiqué qu'un des besoins les plus pressants était de comprendre comment s'engager dans la communauté rurale élargie – notamment, les parties prenantes rurales relevant des Axes 1 et 2. Ainsi, l'ordre du jour a accordé une place importante aux présentations faites par des experts choisis et des réseaux ruraux aux approches et expériences variées concernant le travail avec des parties prenantes dans les différents axes. Ces présentations ont mis en place le cadre élargi de la mise en réseau rurale et, ensuite, a nourri les débats qui ont eu lieu dans les ateliers de travail (dont les résultats sont présentés ci-dessous).

Ces ateliers ont examinés deux points précis :

1. Quelles sont les attentes de l'intégration active des parties prenantes des Axes 1 & 2 aux RRN ?
2. Comment assurer les liens entre les différentes parties prenantes ?

La session de l'après-midi avait pour thème le développement des compétences et des questions pour le premier séminaire RE DR. La discussion a permis de constater que les RRN s'efforcent ou, à tout le moins, aspirent à mettre en place la mise en réseau entre les parties prenantes et à relier les axes. L'approche pas-à-pas a été, dans l'ensemble, adoptée comme étant la mieux adaptée. Quelques RRN – tels que la Finlande et l'Autriche- ont

déjà pris des mesures concrètes pour faire face à ce défi, en axant leur action sur la création d'occasions de contact en face à face entre les parties prenantes sur des thèmes bien circonscrits présentant un intérêt commun. Cependant, les petits pas ne devraient pas être synonymes d'actions ponctuelles. Il est essentiel d'élaborer une stratégie de mise en réseau, tandis que plusieurs RRN ont reconnu manquer de stratégie de ce type.

Les propositions formulées lors de la réunion pointaient vers un cadre potentiel pour les activités spécifiques préalablement présentées. On y a proposé qu'une attitude de « gestion du changement » doive être adoptée par la stratégie et que les outils pratiques doivent former une « plate-forme de communication » cohérente. En outre, un certain nombre d'activités contextuelles ont été citées, contribuant à mettre en place une stratégie solide et à faciliter la mise en réseau à travers les axes. Ces activités incluent, entre autres, la présentation des mesures pour le développement rural, la réalisation d'études de marché ainsi que l'analyse systématique des besoins à travers les différents axes.



Le premier séminaire RE DR

Capacity building for national rural networks: the challenges of national rural networks to

efficiently support the implementation of EU rural development policy (Développer les compétences des réseaux ruraux nationaux : les défis que les réseaux ruraux nationaux doivent relever pour soutenir efficacement l'application de la politique communautaire de développement régional)

Cet événement de coup d'envoi du RE DR qui a eu lieu les 30 et 31 mars avait pour objectif d'aborder la question de savoir comment créer des liens aussi inclusifs et efficaces que possible entre tous les acteurs du développement rural – aussi bien les acteurs de la pratique que les décideurs politiques. L'ordre du jour était conçu de façon à informer et à motiver les participants : les délégués des réseaux ruraux nationaux, des réseaux régionaux, des groupes d'action locale, des organismes communautaires actifs dans le domaine du développement rural et des administrations nationales. Le séminaire incluait des sessions plénières abordant, par exemple, les clefs de la réussite de la mise en réseau, deux ateliers et une table ronde avec la participation de spécialistes. Les présentations, les rapports des ateliers et les conclusions du séminaire seront bientôt publiés sur le site Web du RE DR.

Bâtir sur l'habitude de la qualité

Organisée sous les auspices du Ministre Tchèque de l'agriculture, M. Petr Gandalovic, et de la Commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural, Mme Mariann Fischer-Boel, la Conférence sur les politiques de qualité a eu lieu à Prague, le 12 mars 2009. Les sujets de la session principale et des trois ateliers parallèles (exigences de production et normes de commercialisation communautaires, systèmes communautaires de qualité et de certification, l'agriculture biologique) s'appuyaient sur le [Livre vert](#) lancé par la Commission européenne en octobre 2008. Les ministres de l'agriculture des États membres et des délégués de leurs services ont participé à la conférence, de même que des représentants de l'Union européenne (de la Commission et du Parlement européen) ainsi que des représentants de l'industrie européenne de l'élevage et de l'alimentaire, d'ONG et des spécialistes dans le domaine de la qualité des produits agricoles. Dans son discours d'ouverture, Mme Fischer-Boel a fait l'éloge de la créativité de l'industrie agricole européenne et en a souligné la contribution significative au récent Livre vert. Les systèmes de qualité communautaires – notamment, le système des indications géographiques et l'agriculture biologique – ont son soutien. Elle a noté que de nouveaux systèmes communautaires sont en cours d'élaboration – par exemple, le label « bien-être des animaux » et le « label écologique » étendu aux produits agricoles transformés. Elle dit que ces systèmes seront compatibles avec ceux qui existent déjà et seront conviviaux tant pour l'exploitant agricole que pour le consommateur.

Le Livre vert sera suivi d'une Communication dont l'adoption est prévue pour le 27 mai 2009 et qui définira les orientations stratégiques de la future politique de qualité des produits agricoles. Vous trouverez plus d'informations sur la politique de qualité de l'Union européenne [ici](#).

Tournée des États membres : la Belgique

Le 3e numéro de Rur@l News marque le début de notre tournée de l'UE-27 qui abordera les stratégies et les priorités agricoles et rurales des États membres. La première étape est le premier pays dans l'ordre alphabétique protocolaire – la Belgique (BE). Du point de vue du développement rural, la Belgique est composée de deux « régions » - la Flandre et la Wallonie – puisqu'il y a deux programmes de développement rural. 41% des 6 millions d'habitants de la Flandre vivent dans ce qui est considéré comme des régions rurales, tandis que le 51% restant vit principalement dans le triangle formé par les villes de Gand, d'Anvers et de Bruxelles. Bien que la Wallonie compte moins d'habitants (3,4 millions), une proportion plus élevée – la moitié – vit dans des régions rurales. En 2005, quelque 34 000 exploitations agricoles géraient 0,6 millions d'hectares de terre cultivée ou 47% de la superficie de la Flandre, tandis que 17 000 exploitations géraient 45% de la superficie Wallonne.

Les deux programmes partagent les mêmes objectifs globaux :

- stimuler un secteur agricole dynamique et innovant
- encourager les méthodes de production durables en vue d'améliorer l'environnement
- améliorer la qualité de la vie dans les régions rurales et encourager la diversification de l'économie rurale
- développer les compétences locales pour accroître l'emploi et la diversification.

Cependant, il existe une certaine différence quant à la stratégie choisie : tant la Flandre que la Wallonie visent à améliorer la compétitivité de leur secteur agricole et la qualité de la vie dans les régions rurales. En outre, la Wallonie travaille à renforcer la complémentarité entre l'agriculture/sylviculture et l'environnement, encourage la multifonctionnalité des activités agricoles et le développement des compétences pour stimuler le développement endogène des régions rurales. Les objectifs globaux de la Flandre sont plutôt axés sur la promotion de la durabilité de la campagne et des ressources naturelles.

Des informations plus détaillées sur les programmes seront bientôt disponibles sur le site Web du RE DR.

Faits et chiffres	Flandre	Wallonie
Superficie couverte par des forêts	11%	32%
Terre cultivée qui peut, en gros, être divisée en :	53% (cultures fourragères), 38% (grandes cultures), 8% (horticulture)	57% (cultures fourragères), 38% (grandes cultures)
Superficie utilisée à la production végétale classée région moins favorisée (superficie agricole utilisée)	0.8%	37%
Taux de fermes gérées à temps partiel	49%	8%
Principales composantes du secteur alimentaire	Viande, boissons, produits laitiers, chocolats & sucre, fruits & légumes	Produits de boulangerie, viande, boissons, produits laitiers & sucre
Taux de l'agriculture biologique sur l'ensemble de production agricole	Moins d'1%	Environ 1%

L'Expo 2009 de BalmoralEN <http://www.balmoralshow.co.uk>

13 au 15 mai 2009

Belfast, Irlande du Nord (UK)

L'Expo de Balmoral est l'expo agricole la plus importante d'Irlande. Parmi les événements figurent les concours hippiques internationaux, les démonstrations de fauconnerie et de tonte de moutons ainsi qu'un village d'artisans. Il y aura également des exposants – entreprises vendant des articles allant du matériel agricole industriel aux toutes dernières éditions de véhicules 4x4. Cette expo qui dure trois jours attire plus de 70 000 visiteurs.

Développement et urbanisme durablesEN <http://www2.wessex.ac.uk/09-conferences/sustainable-development-2009.html>

Du 13 au 15 mai 2009

Limassol, Chypre

La conférence abordera les questions du développement régional d'une façon intégrée et suivant les principes de la durabilité. Elle intéressera les urbanistes, les environnementalistes, les ingénieurs, les architectes, les écologistes, les économistes, les décideurs politiques et autres fonctionnaires publics, les chercheurs et les universitaires spécialisés dans le domaine de la durabilité.

Recherche 2009 sur le développement ruralEN http://www2.llu.lv/research_conf_2009/

Du 20 au 22 mai 2009

Jelgava, Lettonie

La conférence donnera l'occasion d'échanger des informations et de débattre des tendances à venir avec des chercheurs chevronnés mais aussi jeunes du monde entier. Elle intéressera les agronomes, les ingénieurs agronomes, ruraux et environnementaux, ainsi que les chercheurs et universitaires spécialisés dans le domaine de la gestion de l'eau, de la médecine vétérinaire, de la science alimentaire, de la sylviculture, de l'économie agricole, du développement rural, de la politique de l'aménagement de l'espace rural, des technologies de l'information et de la communication et de l'enseignement.

Semaine Joensuu de mise en réseau sylvicole : Associer de jeunes experts européensEN <http://www.metla.fi/tapahtumat/2009/JFNW2009/index.htm>

Du 25 au 29 mai 2009

Joensuu, Finlande

Cet événement est organisé par l'Action COST sur les impacts, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique sur les forêts (ECHOES) en collaboration avec l'Institut finlandais de la recherche sur les forêts, l'Institut forestier européen (IFE) et l'Université de Joensuu. Les scientifiques et les professionnels de différentes parties de l'Europe, jeunes et expérimentés, ainsi que les parties intéressées par la sylviculture sont invités à participer. Cet événement réunit : des parties clés intéressées et impliquées dans la recherche, l'enseignement, le conseil et les entreprises ; des propriétaires et administrateurs de forêts ; des représentants d'industries basées sur la forêt ainsi que des décideurs politiques et autres responsables. Le séminaire inclura des débats, des conférences, des groupes de travail ainsi que des excursions.

La Fête européenne des Voisins : réunissons nos citoyens !EN <http://www.european-neighbours-day.com/en>FR <http://www.european-neighbours-day.com/fr>

Du 26 mai 2009

Divers lieux en Europe (cf. le site Web officiel)

Cet événement est lancé par la Fédération européenne des solidarités de proximité (F.E.S.P.) dans le but d'encourager la cohésion communautaire en Europe, en créant des réseaux d'échanges sur les bonnes pratiques de voisinage et de vie en communauté. Toute ville ou bourg ou organisation de logements sociaux sont invités à participer en promouvant l'événement parmi leurs habitants par le biais de tous les moyens de communication dont ils disposent.

Le développement durable : un défi pour la recherche européenneEN http://ec.europa.eu/research/sd/conference/2009/index_en.cfm

Du 26 au 28 mai 2009

Bruxelles, Belgique

Cette conférence de trois jours est organisée par la Direction générale de la recherche en collaboration avec la présidence tchèque de l'UE. Elle traitera des nombreuses façons dont la recherche européenne contribue au développement durable mondial. L'événement intéressera les scientifiques, l'industrie, la société civile et les décideurs politiques en matière de R & D leur donnant l'occasion d'échanger leurs points de vue et intérêts concernant ce que la R&D peut et ne peut pas faire pour la durabilité.

Les TIC, l'environnement et le changement climatiqueEN <http://en.itsd.dk/the-governments-it-and-telecom-munications-policy/green-it/conference-on-icts-the-environment-and-climate-change>

Du 27 au 28 mai 2009

Helsingør, Danemark

Le Ministère Danois de la science, de la technologie et de l'innovation accueillera une conférence OCDE de haut niveau sur le potentiel des technologies de l'information et de la communication dans la lutte contre le changement climatique et l'amélioration des performances environnementales. Cet événement réunira les décideurs politiques, des représentants des entreprises et de la société civile ainsi que des spécialistes.

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les régions ruralesEN <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=88&langId=en&eventsId=158&furtherEvents=yes>FR <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=88&langId=fr&eventsId=158&furtherEvents=yes>DE <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=88&langId=de&eventsId=158&furtherEvents=yes>

Du 11 au 12 juin 2009

Budapest, Hongrie

Cette conférence, soutenue par le Ministère Hongrois des affaires sociales et de l'emploi, est organisée par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne, en collaboration avec la direction générale de l'agriculture et du développement rural et la DG Politique régionale et Eurostat.

Elle aborde la question de la pauvreté rurale qui représente un aspect significatif de la pauvreté européenne et qui, dans certains États membres présente un risque deux fois supérieur à celui noté dans les zones urbaines. En outre, il semble que le public ne soit pas suffisamment informé sur la question et qu'il n'y ait pas un engagement suffisamment puissant à résoudre la question de la pauvreté rurale. Ainsi, cet événement mettra en évidence le besoin d'améliorer la coopération dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il se déroulera avec la participation des différents acteurs dans les domaines des politiques sociales, du développement rural, de la politique régionale et des statistiques.

POUR EN SAVOIR PLUS

Politique de développement rural UE 2007–13

http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/index_fr.htm

Direction Générale Agriculture et Développement rural

http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm

Le Réseau européen d'évaluation

http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/eval/network/index_fr.htm**RUR@L NEWS Contributions/Événement**

N'oubliez pas de nous informer sur vos activités en matière de développement rural dans votre région. Veuillez

envoyer vos commentaires à newsletter@enrd.eu**Abonnements**

Vous pouvez souscrire ou annuler un abonnement pour vous-même ou pour quelqu'un que vous connaissez et modifier vos coordonnées en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : newsletter@enrd.eu

Contacter le Contact Point

Si vous souhaitez contacter le EN RD Contact Point, veuillez noter les coordonnées suivantes :

Téléphone: 00 32 2 235 2020

Télécopie: 00 32 2 280 04 38

Email: info@enrd.eu

ISSN 1831-4872



9 771831 487001